

CORRECTION DE L'ÉPREUVE D'ÉCONOMIE UE5 SESSION 2008

La révolution industrielle : définition et facteurs explicatifs

Une révolution se traduit par un changement brusque dans un domaine. En ce qui concerne la révolution industrielle, elle s'est déroulée aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles et a provoqué des mutations importantes aussi bien techniques, économiques ou sociales. Plus d'une centaine d'années ont été nécessaires pour accomplir ces transformations. Aussi, la brutalité de cette révolution n'est pas vérifiée ; au contraire, elle s'est déroulée en plusieurs étapes. Cette évolution a profondément changé le système productif des économies occidentales. Le premier auteur à avoir employé ce terme de révolution industrielle est F. Engels ; il n'est pas étonnant qu'il ait prononcé cette expression "révolution industrielle" utilisé bien après pour d'autres considérations. La Révolution industrielle mérite un approfondissement de sa définition. Bien que le changement s'est effectué sur plus d'une centaine d'années, il n'en demeure pas moins que la révolution industrielle ait entraîné des bouleversements non seulement dans les systèmes de production mais aussi dans de nombreux autres domaines. Des facteurs explicatifs les mettent en exergue.

Définition de la révolution industrielle

Le système productif s'est transformé du milieu du 18^{ème} siècle à la fin du 19^{ème} siècle. Principalement en Europe au début, puis cette révolution s'est étendue de par le monde. Le système économique est passé d'un stade artisanal et agricole à un stade industriel en moins de cent cinquante ans. Le capitalisme a émergé avec de nouvelles techniques qu'elles soient industrielles, financières ou organisationnelles. La conjonction de ces trois techniques aboutit à la naissance d'un nouveau système le capitalisme.

Des changements sociaux ont également accompagné cette révolution. De nouvelles idées sont apparues en Angleterre et dans d'autres pays d'Europe. Les philosophes "les Lumières" ont émis un besoin de liberté individuelle exprimé par une société bridée par la monarchie. La révolution française a adopté des idées libérales où la liberté d'entreprendre pousse l'économie à se transformer avec la loi Le Chapelier et le décret d'Allarde. A. Smith expose quant à lui, que la valeur travail change de dimension lorsqu'on passe d'un stade agricole ou artisanal à un stade industriel. La division du travail entraîne de nouvelles tâches et surtout une organisation beaucoup plus élaborée observée dans une entreprise. De nouvelles relations sociales apparaissent. Une classe d'entrepreneurs se développe à côté d'une classe salariale composée pour une large part de paysans s'exilant d'un monde agricole vers un monde industriel et urbanisé.

Facteurs explicatifs

Trois grands facteurs expliquent les mutations provoquées par la révolution industrielle. Il s'agit d'abord des innovations techniques. Sans la technologie et sans un certain nombre d'inventions, la révolution industrielle n'aurait pas eu les mêmes effets. Parmi elles, la vapeur de J. Watt a apporté au milieu du XVIII^{ème} siècle, des transformations considérables dans la mécanisation, la sidérurgie et les chemins de fer. De nouvelles activités apparaissent dans le textile avec le filage, le découpage, le tissage à l'aide de la machine à tisser, dans le travail des métaux avec la naissance de la métallurgie et de la sidérurgie, dans le transport avec la mise au point des premières locomotives à vapeur. Ces inventions ont donc permis le décollage de la révolution industrielle. On passe d'un mode artisanal ou agricole à un mode industriel.

Sans main d'oeuvre disponible, ces changements n'auraient pas pu entrer en application. Ce deuxième facteur explicatif montre que le monde paysan va alors subir un exode massif vers

les villes où se trouvent les fabriques de textiles, de sidérurgie, de métallurgie, d'énergie... La mutation est en marche et ne s'arrêtera pas. De nouvelles classes sociales se forment : une fondée sur la propriété des moyens de production et l'autre devenue salariée de ces propriétaires industriels par l'intermédiaire d'un contrat de travail. Cette mutation s'accompagne également de changements institutionnels tant en droit qu'en matière politique et sociale.

La révolution industrielle fondée d'abord sur les techniques, puis le facteur travail n'aurait pas pu se développer sans moyens financiers. Ce troisième facteur explicatif s'inscrit au coeur du système capitaliste. La finance se transforme en une industrie capable de fournir aux diverses industries les capitaux nécessaires à leurs investissements. La création de banques dispersées sur tous les territoires français ou européens draine l'argent nécessaire à ces financements et placements. La mobilisation de l'épargne, la création monétaire par les banques commerciales en particulier et les institutions financières en général permettent la croissance de l'économie. Des bourses de valeur favorisent la liquidité des marchés financiers. Sans argent la révolution industrielle n'aurait pu décoller.

L'imbrication de ces trois facteurs explicatifs que sont les techniques, les facteurs travail et capital s'est étendue également aux rôles joués par l'État, les institutions ; elle s'est manifestée aussi par des changements dans les comportements des consommateurs, les façons d'effectuer du commerce. La révolution industrielle a métamorphosé la société et favorisé une période d'expansion sans précédent bien que ralentie de temps en temps par des crises.

Différents systèmes (ou régimes) de change : définitions, caractéristiques et grands exemples historiques

-Le commerce international a besoin de devises afin de permettre un échange de biens et services. Chaque pays possède une monnaie et pour valider un échange international, un marché des changes va permettre de convertir les monnaies entre elles suivant la loi de l'offre et de la demande. La monnaie devient une devise à condition que des non résidents puissent en détenir et qu'elle soit cotée sur un marché des changes. Un taux de change exprime la valeur d'une monnaie par rapport à une autre monnaie. Ce taux de change est fonction de paramètres tels que l'inflation, la conjoncture économique, la situation politique... On pourrait supposer ici qu'un taux de change puisse rester stable après l'avoir calculé. Or rien n'empêche une évolution à la baisse comme à la hausse de ce taux de change. Comment alors s'y retrouver ? On définira les différents régimes de change et leurs caractéristiques en y insérant des évolutions historiques des changes internationaux.

Un régime de change comporte un ensemble de règles relatives aux calculs de taux de change entre monnaies. Un marché permet la rencontre de l'offre et de la demande de devises émis par des agents économiques aussi divers que des banques commerciales, des banques centrales, des investisseurs institutionnels dénommés "zinzin", des intermédiaires qualifiés dans les opérations monétaires et financières. Les autorités monétaires pour leurs parts, ne sont jamais éloignées du marché des changes où s'évalue la valeur de leurs monnaies. En effet, une appréciation ou une dépréciation de leurs monnaies n'a pas les mêmes conséquences économiques sur les différents agents et l'économie d'un pays.

Or il existe une variété de régime de change. La stabilité n'est pas de mise sur ce type de marché. Au contraire on assiste à des mouvements erratiques bien perturbants pour tout un ensemble d'acteurs. Parmi ces régimes figurent un change fixe, un change flottant et d'autres régimes situés entre le fixe et le flottant.

-Un régime de change fixe repose sur la définition d'une parité de référence entre une monnaie nationale (devise) et une autre monnaie nationale (devise ou un panier de devises). La Banque Centrale du pays s'engage à échanger sa monnaie contre d'autres devises. Ce taux de change est normalement invariable puisqu'il est fixe. Or ce taux peut

s'écarter de sa parité pour diverses raisons, notamment une perte de confiance dans l'économie d'un pays, une crise que subissent de nombreux agents économiques. Des marges de fluctuation sont autorisées pour encadrer ce taux de change. Une marge à la hausse ou à la baisse entoure la parité fixe de la monnaie ; elle peut varier entre + ou - 1 % ; voire plus si nécessaire. La banque centrale peut intervenir sur le marché des changes lorsque le taux de change de sa monnaie baisse ou monte suivant le marché. Elle achète ou vend de sa monnaie contre d'autres devises afin de rétablir le cours du change de sa monnaie.

Jusqu'en 1971, le régime de change se basait sur une fixité ; ainsi on a évolué avec un étalon or "*gold standard*" jusqu'en 1914, puis un étalon de change or "*gold exchange standard*" après la Seconde Guerre mondiale avec une seule monnaie convertible en or, en l'occurrence le dollar. Ce système décidé à Bretton Woods en 1944, se fondait sur un système de taux de changes fixes. Celui-ci pouvait s'ajuster par des dévaluations ou des réévaluations. Les cours ne devaient pas varier de plus ou moins 1 % de la parité officielle basée sur l'or ou le dollar. Ce régime a perduré jusqu'en 1971, date à laquelle le président américain Nixon supprime cette convertibilité.

-D'autres régimes de change fixe existent ; par exemple à l'intérieur d'un régime d'union monétaire. Dans la zone euro, les taux de change des pays membres sont fixés de manière irrévocable, ensuite les monnaies nationales sont remplacées par une monnaie commune, ici l'euro. Comme autre exemple, une **caisse d'émission** ou "*currency board*" invite un pays à s'engager de façon explicite à convertir sa monnaie contre une devise particulière à un taux fixe. La monnaie nationale émise est couverte par des actifs en devises et la Banque Centrale ne détient plus le contrôle monétaire et le rôle du prêteur en dernier ressort. Elle autorise une double circulation monétaire avec la monnaie nationale et la monnaie de référence. On trouve aussi un régime conventionnel de change fixe dans lequel un pays arrime sa monnaie à une grande monnaie. Le taux de change fixe peut éventuellement fluctuer à l'intérieur d'une bande horizontale.

Une autre variante de change fixe se dénomme "**parité glissante** ou "*crawling peg*" ; ce régime fixe périodiquement une parité suivant des changements basés sur le différentiel d'inflation observé en fonction des principaux partenaires commerciaux. La parité s'ajuste également à partir des fluctuations de la conjoncture économique. On trouve aussi un système de change fondé sur les anticipations de prix avec glissement actif ou pré annoncé "*pre-announced crawling peg*" ou "*forward-looking crawling peg*". Cette façon de procéder annonce un taux de dévaluation à l'avance pour plusieurs mois. Ces approches ont été utilisées dans les pays d'Amérique latine dans les années 1970 /80/90/00 afin de limiter leur inflation.

Depuis 1971, le dollar ne joue plus le rôle d'étalon de change or bien que sa prédominance internationale le propulse comme monnaie de référence. Mais il n'assure plus la stabilité de l'économie mondiale. Dès lors, plus aucune monnaie n'assume un rôle pivot comme on pouvait l'observer avant 1971. **Un change flottant devient alors le régime de change usuel.** Le cours de la monnaie se détermine librement sur le marché des changes, par le mécanisme de l'offre et de la demande de devises. Les parités fluctuent suivant des hausses ou des baisses de cours de change. Les Banques Centrales n'interviennent pas et laissent le marché s'équilibrer selon la loi de parité des pouvoirs d'achat. Les modifications du niveau relatif des prix aboutissent à une modification parallèle des taux de change. La Banque Centrale abandonne son contrôle sur l'évolution du cours de change nominal. C'est un flottement pur des devises défendu par la théorie monétariste de M. Friedman.

Or un pays quel qu'il soit se méfie d'un libre jeu du marché, surtout si sa devise dévisse par rapport aux autres. Il est donc tenté d'intervenir sur le marché des changes afin de rétablir une certaine parité. Un flottement impur ou un flottement administré s'observe par

l'intervention des banques centrales. Elles achètent des devises étrangères contre de la monnaie nationale afin d'éviter une appréciation du cours de change et a contrario elles achètent de la monnaie nationale contre des devises étrangères afin de limiter la dépréciation de leur monnaie. Les monnaies internationales flottent de façon impure en 2009.

DISSERTATION : LES RAISONS ET LES MODALITÉS DE L'INTERVENTION PUBLIQUE DANS L'ÉCONOMIE

L'intervention publique sous-entend la question du rôle de l'État dans l'économie. Cet agent économique détient un pouvoir et une puissance qu'aucun autre agent ne possède. L'État, ce n'est pas seulement un gouvernement et une administration centrale, c'est également des collectivités territoriales et une administration publique composée de nombreux organismes. Le poids économique représenté par les dépenses publiques s'évalue à plus de 50 % du PIB français. C'est dire l'importance accordée à cet agent très spécial. Il finance entre autres, des dépenses de redistribution liée à la protection sociale, d'infrastructure, d'éducation, d'emploi, de fonctionnement ; il assure une action régaliennne composée des dépenses de police, de justice, de défense. Depuis le début de la révolution industrielle, le rôle de l'État n'a cessé de croître. Mais son intervention dans l'économie ne date que depuis la grande crise de 1929 bien que des prémisses aient commencé à la fin du XIX ème siècle avec la redistribution sociale sous l'égide de Bismarck en Allemagne.

Parmi les économistes, l'intervention publique pose des questions. Est-elle vraiment nécessaire ? Pour les classiques et néoclassiques, le marché détient dans ses concepts toute latitude pour réussir à réguler l'économie. Pour les keynésiens, dont les idées apparaissent après les années 30, l'intervention publique s'avère incontournable. Bien que l'État providence soit né à la fin du XIX ème siècle par des premières mesures soutenant des garanties sociales accordées aux salariés en Allemagne, il acquiert sa légitimité lors de la mise en place d'une nouvelle politique "*new deal*" sous l'égide de F. Roosevelt aux États-Unis en 1933 et après. "Cette nouvelle donne" finance un vaste programme de grands travaux, réglemente le système bancaire, intervient dans des secteurs d'activité afin de stimuler l'économie. Est-ce que l'intervention publique dans l'économie est nécessaire et efficace ?

Cette problématique sera développée d'abord dans une première partie consacrée à la justification de l'intervention publique pour plusieurs raisons. En effet, et au delà de tout clivage théorique qu'il soit libéral ou keynésien, il semble que les économistes s'accordent sur un dénominateur commun de l'intervention publique dans l'économie. Cependant, une deuxième partie ne manquera pas d'insister sur des modalités dont l'efficacité ne fait pas en revanche l'unanimité chez les économistes.

I UNE NÉCESSITÉ JUSTIFIÉE PAR PLUSIEURS RAISONS

L'interventionnisme public se schématise selon R. Musgrave par au moins trois raisons. La première légitime la fonction d'allocation dévolue à l'État. En effet, l'affectation de ressources s'avère nécessaire par la production de biens collectifs, de services publics et même de biens marchands. Les administrations publiques fournissent une production non marchande constituée de dépense d'éducation, de santé, de services collectifs à titre gratuit ou quasi gratuit. Qualifiée de biens collectifs, cette production s'identifie par un principe de non rivalité par lequel plusieurs personnes peuvent le consommer simultanément et un principe de non exclusivité où chacun peut en disposer sans élimination.

Afin de parvenir à une meilleure allocation, la puissance publique n'hésite pas à soutenir des activités dont la rentabilité n'est pas prouvée. Un investissement dans des infrastructures, des laboratoires de recherche, dans la formation ne produit pas de richesse immédiatement

et ne dégage pas de profit. Cette allocation peut se révéler intéressante à long terme car les dépenses engagées favorisent une rapidité des transports si l'État bâtit une ligne de chemin de fer à grande vitesse, une recherche que des entreprises vont pouvoir adapter pour fabriquer des produits innovants, des connaissances que des salariés formés à de nouvelles techniques vont appliquer de manière efficace dans leurs entreprises. Ces externalités positives ont été soulignées par la théorie de la croissance endogène développée par Lucas, Romer, Barro. Cette production de biens collectifs met en évidence une faille de l'économie de marché car la production marchande devrait s'intéresser à ce type de biens ou de services. Mais le calcul économique n'est pas profitable.

La deuxième raison invoquée par Musgrave correspond à la fonction de redistribution attribuée à l'intervention publique. L'État providence assure une protection sociale sous forme de retraite, de prestation maladie, d'indemnisation du chômage, de garantie contre les accidents du travail. Le facteur travail devient protecteur lorsque survient une absence, une difficulté. J.S. Mill proposait déjà au milieu du XIX^{ème} siècle que des dépenses publiques soient consacrées à réduire les inégalités. Seul l'État possède les moyens de fournir de telles aides. Relayé par Wagner un peu plus tard au XIX^{ème} siècle, celui-ci affirme le rôle déterminant des dépenses publiques dans le domaine des infrastructures et de la santé. Une demande socialisée garantie par l'État procure une certaine égalité à ceux dans le besoin. Cette redistribution va permettre à l'économie de bénéficier de ces dépenses publiques et d'assurer une relance de l'économie. Keynes ne va pas manquer de prendre en considération le rôle de cette demande dans le but de soutenir notamment la consommation.

Cette fonction de redistribution se justifie par des prestations versées en plus du revenu. Elles profitent aux cotisants d'un régime social. Le facteur travail ne subit plus les aléas liés à des accidents ou à une absence ou à des difficultés temporaires rencontrées par des entreprises. L'efficacité économique est préservée grâce à ce partenariat entre le capital, le travail et la puissance publique. Une cohésion sociale en sort renforcée et consolidée car une économie fondée uniquement sur l'individualisme risque de devenir inégalitaire. La redistribution peut aussi s'effectuer de façon verticale. Elle cherche à diminuer les disparités entre les diverses catégories sociales. Une logique d'assurance sociale basée uniquement sur le travail pénalise une partie de la population exclue d'une activité. Seule une intervention publique par un mécanisme de transfert vertical du revenu primaire vers un revenu secondaire sauvegarde une certaine égalité dans la répartition des revenus.

La troisième et dernière raison précisée par Musgrave insiste sur la stabilisation apportée par l'intervention publique. Keynes soutient que l'équilibre économique est une exception et que le sous-emploi une généralité. Il n'est pas convaincu par les thèses classique et néoclassique dont un des paradigmes affirme que l'équilibre se fait par le libre jeu du marché. Si la production s'écarte de la demande ou vice versa, le salaire sert de variable d'ajustement à la baisse ou à la hausse. Si la demande diminue, Keynes signale que l'activité économique va se contracter et engendrer un taux de chômage conséquent. La rigidité à la baisse des salaires fait que le chômage va gonfler et exclure de la fonction demande de nombreux revenus. Seule une intervention publique peut corriger ce déséquilibre. Une régulation institutionnelle consiste à éviter les soubresauts de la conjoncture économique. Une politique de relance par la demande soutient des secteurs d'activité à l'aide de dépenses ciblées dans les domaines sociaux et collectifs. L'État providence valide protection sociale et dépense de plein emploi. Keynes associe la redistribution avec une politique conjoncturelle déclinée par un budget, des revenus de transferts, un assouplissement monétaire et du taux de change.

Cette régulation est la seule capable de se prémunir de risques sociaux, d'une instabilité chronique des marchés. Rawls énonce un concept de justice sociale basée sur une notion de contrat social. Une inégalité ne peut être justifiée que si elle profite aux plus désavantagés.

Cette logique keynésienne garantit une stabilité économique. Des dépenses d'éducation, de santé, d'allocations familiales, de vieillesse, d'indemnisation chômage, des revenus de répartition fournissent à l'économie les moyens de se stabiliser. Déjà fin XVIII^{ème} siècle, A. Smith souhaitait que l'État prenne en charge l'éducation des enfants ; entretienne des ponts et des routes. Plus tard, l'économiste néoclassique Pigou, au début XX^{ème} siècle, souligne que des externalités produites par des entreprises déstabilisent non seulement le marché mais également la société. Lorsque des fumées émises par une fabrique gênent l'environnement immédiat en affectant la santé des populations et provoquant des dégâts sur d'autres entreprises par les salissures déposées, il apparaît légitime qu'une intervention publique se produise. Il reste à décrire les modalités pour assurer cette intervention et à savoir si c'est efficace.

II DES MODALITÉS D'INTERVENTION PAS TOUJOURS EFFICACES

L'intervention publique se légitime par des raisons approuvées par les théories économiques, certes à des degrés divers. Pour mener à bien son appui, les pouvoirs publics disposent de plusieurs instruments capables d'atteindre des objectifs et d'orienter l'économie dans un sens voulu. Les économistes distinguent les dichotomies politique conjoncturelle et structurelle. La première s'inscrit dans une démarche de court terme. Une situation économique déséquilibrée pousse les pouvoirs publics à agir sur une durée restreinte. La deuxième au contraire prolonge ses effets sur le long terme et souhaite modifier durablement les déterminants économiques que sont la politique industrielle, l'aménagement du territoire. Elle veut laisser une trace. Sans interférer sur le rôle fondamental du marché, ces politiques ont pour vocation de respecter les grands équilibres macroéconomiques fondés sur une maîtrise des taux d'inflation et de chômage, d'une croissance soutenue, d'une balance extérieure répartissant harmonieusement exportation et importation. Afin de parvenir à une allocation des ressources, une redistribution équitable, une stabilité de l'économie, l'intervention publique compte sur la mise en oeuvre de politiques économiques conjoncturelles et structurelles. Or à vouloir trop s'ingérer dans le fonctionnement de l'économie, l'intervention publique risque de provoquer des rigidités qui sont sources d'inefficacité.

En premier, les politiques conjoncturelles visent une action à court terme de l'intervention publique. Elles insistent sur les politiques budgétaire, monétaire, mixte, de l'emploi. Hicks et Hansen avec leur modèle ISLM précisent un équilibre simultané des marchés de biens et de services "IS" avec le marché de la monnaie "LM" à l'aide de relations établies entre le taux d'intérêt et la production. Une intervention publique sur le taux d'intérêt cherche à enclencher une relance ou au contraire une contraction de la demande et vise un équilibre sur ces deux marchés. Le modèle ISLM sera complété plus tard par Mundell et Fleming grâce à l'incorporation de la contrainte extérieure et du change à leur schéma.

Ainsi, une politique budgétaire à court terme, conduit l'intervention publique à dépenser dans des postes budgétaires habilités à stimuler une relance de domaines aussi divers que des emplois aidés, une distribution d'allocations familiales, une prime à l'emploi, une aide temporaire au secteur des transports... Des ministères, mais aussi des collectivités territoriales, des organismes publics jouent un rôle mobilisateur. Une politique monétaire pour sa part, contribue à modifier le taux d'intérêt. S'il baisse, le crédit devient avantageux pour les ménages, les entreprises, les administrations publiques. La courbe IS du modèle ISLM se décale sur la droite et entraîne une augmentation de la production. Cette relance s'avère bénéfique à l'économie. Bien que le pouvoir monétaire n'appartienne plus à l'État depuis l'adoption du traité de Maastricht, il n'empêche qu'une initiative concertée des gouvernements européens peut conduire la Banque Centrale Européenne à infléchir sa politique monétaire. De même, la politique monétaire peut exercer des contraintes sur les

banques commerciales lorsqu'elles sont amenées à se refinancer auprès de la Banque centrale ou à déposer des réserves obligatoires afin d'encadrer plus ou moins la distribution de crédit.

Une politique conjoncturelle peut également combiner politiques monétaire et budgétaire qualifiées de **politique mixte** ou "*policy mix*". Conjuguer ces deux politiques nécessite de la part des autorités publiques d'employer un **réglage fin** ou "*fine tuning*" pour réussir à jongler entre les deux façons d'impulser une hausse ou une baisse de l'activité économique. Une surchauffe ne se révèle pas plus facile à gérer qu'un ralentissement.

Les politiques de l'emploi figurent également comme instrument privilégié d'une politique conjoncturelle. En effet, l'équilibre sur le marché du travail se réalise à l'aide de mesures capables d'améliorer son fonctionnement à travers la flexibilité, la formation professionnelle, l'aménagement du temps de travail, l'indemnisation du chômage... L'intervention publique favorise alors des démarches susceptibles de baisser le taux de chômage. Sans travail, une partie de la population active risquerait de subir des difficultés que seule une redistribution sous l'égide d'une intervention publique pourra atténuer.

Malgré des résultats reconnus par une période d'expansion surnommée "les Trente glorieuses", l'intervention publique n'a pas pu réussir à maintenir ce cap. De nombreux déséquilibres sont apparus après 1973, date du premier choc pétrolier. La stagflation composée de stagnation de l'activité économique et d'inflation a succédé à cette expansion. Pour les théoriciens néoclassiques et de la nouvelle économie classique, l'intervention publique produit plus de méfaits que de bienfaits. Parmi eux, la hausse des prélèvements obligatoires de façon continue, atteint chez nombre de pays des taux très élevés compris entre 40 et 50 % du PIB. Le théorème d'équivalence de Ricardo Barro démontre que trop de dépenses budgétaires assises sur des impôts provoquent une chute de la consommation et une augmentation de l'épargne pour compenser ces hausses.

De même, les monétaristes critiquent une relance budgétaire car elle n'agit que temporairement et que le taux de chômage après avoir baissé revient à son taux naturel. Ils soulignent également que la relance se traduit par un effet d'éviction de la demande privée face à la puissance de l'intervention publique. La nouvelle économie classique quant à elle, insiste sur l'inefficacité de l'intervention publique due aux changements de comportement des agents économiques sous forme d'anticipations rationnelles. Pour Muth, Lucas et Sargent, les agents économiques collectent des informations et analysent correctement les décisions relatives aux politiques économiques. Ils anticipent les modifications provoquées et adaptent leurs comportements en fonction de ces changements.

Les politiques structurelles de leur côté, souhaitent laisser une trace sur l'économie. Les pouvoirs publics engagent des politiques industrielles, d'aménagement du territoire, de recherche et d'innovation. Cette exigence de long terme s'appuie sur des instruments dénommés planification, privatisation, nationalisation. Ils affichent une volonté d'entreprendre des changements structurels. En effet, construire des infrastructures, financer des brevets, investir dans la recherche développement ne donnent pas des résultats immédiats. Ces transformations requièrent une pérennité que seule une intervention publique peut accorder. Cette politique structurelle a réussi à insuffler une dynamique économique en France ne serait-ce qu'avec la planification notamment de l'indépendance énergétique, de l'aménagement du territoire, la création d'entreprises publiques capables de fournir des biens et des services au profit de tous les agents.

Cependant, des critiques émanant du courant libéral ont insisté sur l'inefficacité de certaines de ces politiques structurelles. Celles-ci conduisent la puissance publique à trop s'endetter et à obérer la compétitivité de cet interventionnisme. Le poids de l'endettement grimpe à plus de 60 % du PIB en France et montre la fragilité d'un tel développement. Un manque de concurrence aboutit à des gaspillages préjudiciables à la compétitivité lorsque des

entreprises sont en situation de monopole. Un effet d'éviction déjà souligné empêche un tissu d'entreprises d'accéder à des financements absorbés par les pouvoirs publics. De même la lenteur des décisions retarde l'adoption de mesures dynamiques face à la mondialisation. Les pouvoirs publics ne sont pas qualifiés pour anticiper des événements que seul le marché peut négocier grâce à une rapide vitesse de réaction.

Depuis 1980, de nombreuses critiques ont émaillé l'intervention publique dans l'économie. La prédominance du poids de l'État nuit à son action. Trop de dépenses budgétaires ont accompagné les politiques conjoncturelles et structurelles. Les niveaux de déficit et d'endettement sont à la limite du supportable. Pourquoi les générations futures devraient-elles payer pour tant de gaspillage ? Des politiques monétaires accommodantes ont laissé déraiser le crédit dans des projets non viables économiquement. La remise en cause des politiques mixtes au cours des années 70, malgré leur pertinence jusqu'au premier choc pétrolier de 1973, a conduit à une libéralisation, une déréglementation et un désengagement des pouvoirs publics d'abord aux États-Unis et en Angleterre à partir de 1980 et en Europe par la suite.

Le marché a repris ses droits car la concurrence ne jouait plus son rôle d'arbitre. Le marché financier subissait le poids trop pesant de la puissance publique. La **règle des trois D "déréglementation, décloisonnement, désintermédiation"** a permis un décollage des marchés dérivés, d'options, de "futures". Il s'en est suivi des opérations financières porteuses en terme de croissance. Le marché du travail était le plus atteint par l'interventionnisme. Un trop plein de subventions, d'aides, d'aménagements a laissé la place à davantage de flexibilité, de productivité, de polyvalence favorables au développement.

Une nouvelle fonction de redistribution insiste dorénavant sur des incitations à travailler plutôt que de subir les aléas de la conjoncture et rester à attendre d'hypothétiques solutions de transferts très coûteuses. Malgré ces limites, l'interventionnisme public semble encore d'actualité avec une nouvelle crise survenue depuis 2007 aux États-Unis avec "les crédits subprimes". Les raisons mentionnées dans la première partie avaient insisté sur des fonctions d'allocation, de redistribution et de stabilisation attribuées à l'État. Les pouvoirs publics sont donc attendus comme les nouveaux sauveurs de l'économie. Mais en ont-ils encore les moyens ?